

No. 39853

**United Nations
and
France**

**Agreement between the United Nations and the Government of the French Republic
on the enforcement of sentences of the International Criminal Tribunal for the
former Yugoslavia. The Hague, 25 February 2000**

Entry into force: *21 October 2003, in accordance with article 12*

Authentic text: *French*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *ex officio, 22 January 2004*

**Organisation des Nations Unies
et
France**

**Accord entre l'Organisation des Nations Unies et le Gouvernement de la République
française concernant l'exécution des peines prononcées par le Tribunal pénal
international pour l'ex-Yougoslavie. La Haye, 25 février 2000**

Entrée en vigueur : *21 octobre 2003, conformément à l'article 12*

Texte authentique : *français*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : *d'office, 22 janvier 2004*

[FRENCH TEXT — TEXTE FRANÇAIS]

ACCORD ENTRE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE CONCERNANT L'EXÉCUTION DES PEINES PRONONCÉES PAR LE TRIBUNAL PÉNAL INTERNATIONAL POUR L'EX-YOUGOSLAVIE

L'Organisation des Nations Unies, agissant par l'intermédiaire du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (ci-après le "Tribunal international") et

Le Gouvernement de la République française (l'"État requis" aux fins du présent accord),

Rappelant l'article 27 du Statut du Tribunal international (le "Statut") adopté par le Conseil de sécurité dans sa Résolution 827 (1993) du 25 mai 1993, prévoyant que la peine d'emprisonnement des personnes condamnées par le Tribunal international est subie dans un État désigné par le Tribunal sur la liste des États qui ont fait savoir au Conseil de sécurité qu'ils étaient disposés à recevoir des condamnés,

Prenant note de la volonté de l'État requis d'exécuter la peine prononcée par le Tribunal international,

Rappelant les dispositions de l'Ensemble de règles minima pour le traitement des détenus approuvé par le Conseil Economique et Social des Nations Unies dans ses Résolutions 663 (XXIV) du 31 juillet 1957 et 2067 (LXII) du 13 mai 1977, de l'Ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement adopté par l'Assemblée générale dans sa Résolution 43/173 du 9 décembre 1988 et des Principes fondamentaux relatifs au traitement des détenus adoptés par l'Assemblée générale dans sa Résolution 45/111 du 14 décembre 1990,

Aux fins de donner effet aux jugements et peines prononcés par le Tribunal international,

Sont convenus de ce qui suit :

Article premier. But et champ d'application de l'Accord

Le présent Accord régit les questions relatives à toutes les demandes adressées à l'Etat requis aux fins de l'exécution des peines prononcées par le Tribunal international.

Article 2. Procédure

1. Le Greffier du Tribunal international (le "Greffier "), en accord avec le Président du Tribunal international, adresse à l'État requis une requête aux fins d'exécution de la peine.

2. En présentant sa requête à l'État requis, le Greffier fournit les documents suivants:
a) une copie certifiée conforme du jugement.

b) une déclaration précisant la durée de la peine déjà purgée, notamment tout renseignement concernant une éventuelle détention provisoire, toute réduction de peine ou toute autre mesure de nature à modifier les conditions ou la durée de la détention.

c) le cas échéant, tout rapport médical ou psychologique sur le détenu, toute recommandation utile à la poursuite, dans l'État requis, d'un traitement ou tout autre élément pertinent pour l'exécution de la peine.

3. L'État requis soumet la requête aux autorités nationales compétentes, conformément à sa législation nationale.

4. Les autorités nationales compétentes de l'État requis statuent rapidement sur la requête du Greffier, conformément à la législation nationale.

Article 3. Exécution de la peine

1. Dans l'exécution de la peine prononcée par le tribunal international, les autorités nationales compétentes de l'État requis sont tenues par la durée de ladite peine, dans les conditions prévues par le Statut et le présent Accord.

2. Les conditions d'emprisonnement sont régies par la législation de l'État requis, sous réserve du contrôle du Tribunal international, comme prévu aux articles 6 à 8 et aux paragraphes 2 et 3 de l'article 9 ci-après.

3. Si, aux termes de la loi nationale, le condamné peut bénéficier d'une libération conditionnelle ou de toute autre mesure de nature à modifier les conditions ou la durée de la détention, l'État requis en avise le Greffier.

4. Si le Président du Tribunal international, après consultation des juges dudit Tribunal, décide de ne pas faire bénéficier le condamné de la libération conditionnelle ou de toute autre mesure de nature à modifier les conditions ou la durée de la détention, le Greffier en informe immédiatement l'État requis. L'État requis fait savoir au Greffier s'il entend soit continuer à exécuter la peine du condamné dans les mêmes conditions soit transférer le condamné au Tribunal international selon les modalités prévues à l'article 10 du présent Accord.

5. Les conditions d'emprisonnement doivent être conformes à l'Ensemble de règles minima pour le traitement des détenus, à l'Ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement et aux Principes fondamentaux relatifs au traitement des détenus.

Article 4. Transfert du condamné

Le Greffier prend les dispositions nécessaires pour le transfert du ou de la condamné(e) du Tribunal international aux autorités compétentes de l'État requis. Avant ce transfert, le Greffier informe le ou la condamné(e) du contenu du présent Accord.

Article 5. Non bis in idem

Le condamné ne peut être traduit devant une juridiction de l'État requis pour des faits constituant des violations graves du droit international humanitaire au sens du Statut du Tribunal international, pour lesquels il a déjà été jugé par celui-ci.

Article 6. Inspection

1. Les autorités compétentes de l'État requis permettent l'inspection périodique et impromptue des conditions de détention et du traitement des détenus par le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), qui détermine la fréquence des visites. Le CICR présente un rapport confidentiel fondé sur les constatations de son inspection à l'État requis et au Président du Tribunal international.

2. L'État requis et le Président du Tribunal international se consultent sur les constatations des rapports visés au paragraphe 1 ci-dessus. Le Président du Tribunal international peut ensuite demander à l'État requis de l'informer des suites qu'il a réservées aux suggestions du CICR.

Article 7. Information

1. L'État requis avise immédiatement le Greffier :

- a) deux mois avant l'expiration de la peine,
- b) de l'évasion du condamné au cours de l'exécution de sa peine,
- c) du décès du condamné.

2. Nonobstant le paragraphe précédent, le Greffier et l'État requis se consultent sur toutes les questions relatives à l'exécution de la peine à la demande de l'une ou l'autre partie.

Article 8. Grâce et commutation de peine

1. Si, en vertu de la législation interne de l'État requis, une grâce ou une commutation de peine est envisagée en faveur du condamné, l'État requis en avise le Greffier.

2. Si le Président du Tribunal international, après consultation avec les juges dudit Tribunal, décide qu'il n'y a pas lieu d'accorder la grâce ou la commutation de peine, le Greffier en informe immédiatement l'État requis. L'État requis procède alors au transfert de la personne condamnée au Tribunal international selon les modalités prévues à l'article 10 du présent Accord.

Article 9. Cessation de l'exécution de la peine

1. L'exécution de la peine cesse :

- a) quand la peine est purgée,
- b) quand le condamné est décédé,
- c) quand le condamné est gracié,

d) après une décision du Tribunal international visée au paragraphe 2 ci-après.

2. Le Tribunal international peut, à tout moment, décider de requérir la cessation de l'exécution de la peine dans l'État requis et le transfert du condamné sous la garde d'un autre État ou du Tribunal international.

3. Les autorités compétentes de l'État requis mettent fin à l'exécution de la peine dès qu'elles sont informées par le Greffier de toute décision ou mesure à la suite de laquelle la peine cesse d'être exécutoire.

Article 10. Impossibilité d'exécuter la peine

Si, à tout moment après que la décision a été prise d'exécuter la peine, la poursuite de son exécution s'avère impossible, pour toute raison juridique ou pratique, l'État requis en informe rapidement le Greffier. Celui-ci prend les dispositions appropriées pour le transfert du condamné. Les autorités compétentes de l'État requis s'abstiennent de prendre d'autres mesures à ce sujet pendant un délai d'au moins soixante jours, à compter de la notification au Greffier.

Article 11. Frais

Le Tribunal international prend à sa charge les frais relatifs au transfert du condamné à destination et en provenance de l'État requis, à moins que les parties en conviennent autrement. L'État requis acquitte tous les autres frais encourus dans le cadre de l'exécution de la peine.

Article 12. Entrée en vigueur

Le présent Accord entrera en vigueur après que le Gouvernement de la France a notifié à l'Organisation des Nations Unies que les formalités internes requises pour son entrée en vigueur ont été remplies.

Article 13. Durée de l'Accord

1. Cet Accord reste en vigueur pendant toute la durée de l'exécution des peines du Tribunal international par l'État requis aux termes et conditions du présent Accord.

2. Après consultation, chacune des parties peut mettre fin au présent Accord sur notification écrite à l'autre partie avec préavis de deux mois. Il ne peut être mis fin au présent Accord avant que les peines auxquelles il s'applique soient purgées ou cessent d'être exécutoires et, le cas échéant, avant le transfert du condamné comme visé à l'article 10.

En foi de quoi, les soussignés, à ce dûment habilités, ont signé le présent Accord.
Fait à La Haye, le 25 février 2000, en double exemplaire, en langue française.

Pour l'Organisation des Nations Unies :
DOROTHEE DE SAMPAYO GARRIDO-NUJH
Greffier
Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie

Pour le Gouvernement de la France :
S.E.M. BERNARD DE MONTFERRAND
Ambassadeur de France

[TRANSLATION — TRADUCTION]

AGREEMENT BETWEEN THE UNITED NATIONS AND THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC ON THE ENFORCEMENT OF SENTENCES OF THE INTERNATIONAL CRIMINAL TRIBUNAL FOR THE FORMER YUGOSLAVIA

The United Nations, acting through the International Criminal Tribunal for the Former Yugoslavia (hereinafter called the "International Tribunal"), and

The Government of the French Republic (for the purposes of this Agreement hereinafter called the "requested State"),

Recalling article 27 of the Statute of the International Tribunal (the "Statute") adopted by Security Council resolution 827 (1993) of 25 May 1993, according to which imprisonment of persons sentenced by the International Tribunal shall be served in a State designated by the Tribunal from a list of States which have indicated to the Security Council their willingness to accept convicted persons,

Noting the willingness of the requested State to enforce sentences imposed by the International Tribunal,

Recalling the provisions of the Standard Minimum Rules for the Treatment of Prisoners approved by Economic and Social Council resolutions 663 (XXIV) of 31 July 1957 and 2067 (LXII) of 13 May 1977, the Body of Principles for the Protection of all Persons under any Form of Detention or Imprisonment adopted by General Assembly resolution 43/173 of 9 December 1988, and the Basic Principles for the Treatment of Prisoners adopted by General Assembly resolution 45/111 of 14 December 1990,

In order to give effect to the judgements and sentences of the International Tribunal,
Have agreed as follows:

Article 1. Purpose and scope of the Agreement

This Agreement shall govern matters relating to all requests to the requested State to enforce sentences imposed by the International Tribunal.

Article 2. Procedure

1. The Registrar of the International Tribunal ("the Registrar") shall, with the approval of the President of the International Tribunal, make a request to the requested State to enforce a sentence.

2. The Registrar shall provide the following documents to the requested State when making the request:

- (a) A certified copy of the judgement;

(b) A statement indicating how much of the sentence has already been served, including information on any pre-trial detention, any reduction of the sentence or any such measure as may change the conditions or the duration of the detention;

(c) When appropriate, any medical or psychological reports on the convicted person, any recommendation for his or her further treatment in the requested State and any other factor relevant to the enforcement of the sentence.

3. The requested State shall submit the request to the competent national authorities, in accordance with its national law.

4. The competent national authorities of the requested State shall promptly decide upon the request of the Registrar in accordance with national law.

Article 3. Enforcement

1. In enforcing the sentence pronounced by the International Tribunal, the competent national authorities of the requested State shall be bound by the duration of the sentence, under the conditions set forth in the Statute and in this Agreement.

2. The conditions of imprisonment shall be governed by the law of the requested State, subject to the supervision of the International Tribunal, as provided for in articles 6 to 8 and paragraphs 2 and 3 of article 9 below.

3. If, pursuant to the national law of the requested State, the convicted person is entitled to benefit from conditional release or such other measure as may change the conditions or duration of imprisonment, the requested State shall notify the Registrar accordingly.

4. If the President of the International Tribunal, in consultation with the Judges of the Tribunal, decides that it is not appropriate to grant the convicted person conditional release or not to apply to him/her any such measures as may change the conditions or duration of imprisonment, the Registrar shall promptly notify the requested State. The requested State shall inform the Registrar whether it intends either to continue to enforce the sentence under the same conditions, or to transfer the convicted person to the International Tribunal, pursuant to article 10 of this Agreement.

5. Conditions of imprisonment shall be compatible with the Standard Minimum Rules for the Treatment of Prisoners, the Body of Principles for the Protection of All Persons under any Form of Detention or Imprisonment and the Basic Principles for the Treatment of Prisoners.

Article 4. Transfer of the convicted person

The Registrar shall make appropriate arrangements for the transfer of the convicted person from the International Tribunal to the competent authorities of the requested State. Prior to his or her transfer, the convicted person shall be informed by the Registrar of the contents of this Agreement.

Article 5. Non bis in idem

The convicted person shall not be tried before a court of the requested State for acts constituting serious violations of international humanitarian law under the Statute of the International Tribunal, for which he or she has already been tried by the International Tribunal.

Article 6. Inspection

1. The competent authorities of the requested State shall allow the inspection of the conditions of detention and treatment of prisoners by the International Committee of the Red Cross (ICRC) at any time and on a periodic basis, the frequency of visits to be determined by ICRC. ICRC shall submit a confidential report based on the findings of these inspections to the requested State and to the President of the International Tribunal.

2. The requested State and the President of the International Tribunal shall consult each other on the findings of the reports referred to in paragraph 1 above. The President of the International Tribunal may thereafter request the requested State to report to inform him/her of any action taken in light of the suggestions made by ICRC.

Article 7. Information

1. The requested State shall immediately notify the Registrar:

- (a) Two months prior to the completion of the sentence;
- (b) If the convicted person has escaped from custody before the sentence has been completed;
- (c) If the convicted person has deceased.

2. Notwithstanding the previous paragraph, the Registrar and the requested State shall consult each other on all matters relating to the enforcement of the sentence, upon the request of either party.

Article 8. Pardon and commutation of sentences

1. If, pursuant to the applicable national law of the requested State, the convicted person is eligible for pardon or commutation of sentence, the requested State shall notify the Registrar accordingly.

2. If the President of the International Tribunal, in consultation with the Judges, determines that it is not appropriate to grant pardon or commutation of sentence, the Registrar shall immediately notify the requested State. The requested State will, pursuant to article 10 of this Agreement, provide for the transfer of the convicted person to the International Tribunal.

Article 9. Termination of enforcement

1. The enforcement of the sentence shall cease:

- (a) When the sentence has been completed;
- (b) Upon the decease of the convicted person;
- (c) Upon the pardon of the convicted person;
- (d) Following a decision of the International Tribunal as provided for in paragraph 2 below.

2. The International Tribunal may at any time decide to request the termination of the enforcement of the sentence in the requested State and transfer the convicted person to another State or to the International Tribunal.

3. The competent authorities of the requested State shall terminate the enforcement of the sentence as soon as it is informed by the Registrar of any decision or measure as a result of which the sentence ceases to be enforceable.

Article 10. Impossibility to enforce sentence

If, at any time after the decision has been taken to enforce the sentence, for any legal or practical reason, further enforcement has become impossible, the requested State shall promptly inform the Registrar. The Registrar shall make appropriate arrangements for the transfer of the convicted person. The competent authorities of the requested State shall allow for at least sixty days following the notification of the Registrar before taking other measures on the matter.

Article 11. Costs

Unless the parties agree otherwise, the International Tribunal shall bear the expenses related to the transfer of the convicted person to and from the requested State. The requested State shall pay all other expenses incurred in the enforcement of the sentence.

Article 12. Entry into force

This Agreement shall enter into force after the Government of France has notified the United Nations of completion of all the internal procedures required for its entry into force.

Article 13. Duration of the Agreement

1. This Agreement shall remain in force as long as sentences of the International Tribunal are being enforced by the requested State under the terms and conditions of this Agreement.

2. Upon consultation, either party may terminate this Agreement, with two months' prior notice in writing. This Agreement shall not be terminated before the sentences to which this Agreement applies have been completed or terminated and, if applicable, before the transfer of the convicted person, as provided for in article 10 has been effected.

In witness whereof, the undersigned, duly authorized thereto, have signed this Agreement.

Done at The Hague, this twenty-fifth day of February 2000, in duplicate, in French.

For the United Nations:

DOROTHEE DE SAMPAYO GARRIDO-NIJGH
Registrar, International Criminal Tribunal for the Former Yugoslavia

For the Government of France:

BERNARD DE MONTFERRAND
Ambassador of France in The Hague

